



Ifremer

objet : **Dragage du port de Bandol – dossier complémentaire**

v.réf : Courrier DDTM/DML/BEM/2013-121

N/réf : LER/PAC/13-20

Direction départementale des territoires et de la mer
Monsieur le Délégué à la Mer et au Littoral du département du Var

83070 Toulon Cedex

La Seyne-sur-Mer, le 25 juin 2013

Affaire suivie par Hubert Grossel

Monsieur le Directeur,

Par courrier du 27 mai 2013, vous demandez à l'Ifremer un avis concernant le projet de dragage du port de Bandol, suite aux informations complémentaires fournies par le pétitionnaire en réponse aux remarques des services instructeurs et de l'Ifremer, par courrier du 7 août 2012.

Votre envoi est constitué des deux documents suivants :

1. Note complémentaire de réponse aux services instructeurs (12 pages, 1 planche).
2. Résumé non technique – janvier 2013 (10 pages, 2 planches).

Les réponses apportées dans la note complémentaire en retour à nos observations correspondent pour partie à nos attentes. Nous notons en particulier l'abandon du traitement de ressuyage/égouttage évoqué dans le premier dossier : la phrase « *en effet, ce scénario un temps envisagé, n'a pas lieu d'être, les matériaux étant dragués mécaniquement pour limiter les teneurs en eau, puis déshydratés, il n'est pas envisagé de rejet au bassin portuaire* » (page 11) répond tout à fait à notre interrogation. Ce point semble bien confirmé par la planche 1 du résumé non technique qui, dans son encart « Opérations de déshydratation », laisse à penser que les déblais contenus dans les chalands seront directement transférés dans l'installation de déshydratation (cela est d'ailleurs précisé en bas de page 4 de la note complémentaire aux services).

Ce point était le point central de notre premier avis du 7 août 2012. Aussi dans le résumé non technique de janvier 2013, deux points se trouvent cependant encore en contradiction avec notre remarque :

1. suite à « l'égouttage éventuel sur port »
2. suite au « traitement sur site »

Institut français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer

Etablissement public à caractère industriel et commercial

Centre de Méditerranée
Zone portuaire de Brégaillon
CS 20330
83507 La Seyne-sur-Mer cedex
France

téléphone 33 (0)4 94 30 48 00
télécopie 33 (0)4 94 30 44 15
<http://www.ifremer.fr>

Siège social
155, rue Jean-Jacques Rousseau
92138 Issy-les-Moulineaux Cedex
France

R.C.S. Nanterre B 330 715 368
APE 731 Z
SIRET 330 715 368 00297
TVA FR 46 330 715 368

téléphone 33 (0)1 46 48 21 00
télécopie 33 (0)1 46 48 21 21
<http://www.ifremer.fr>

Ces deux points se trouvent en contradiction avec la réponse ci-dessus apportée à notre remarque.

Des ambiguïtés subsistent donc : d'une part le résumé technique évoque le « traitement intermédiaire **si nécessaire** » (page 10), ce qui pourrait laisser supposer que dans la mesure du possible on l'évitera, avec pour conséquence que l'on privilégierait donc « l'égouttage éventuel sur le port » (cf. planche 2), ce qui n'est pas présenté dans la planche 1. Nous notons en outre que le traitement intermédiaire sera lui aussi susceptible de générer un rejet aqueux (planche 2). On en conclura que si l'option du rinçage des déblais est effectivement mise de côté, d'autres phases de la gestion du dragage (cf. logigramme synthétique de la planche 2) annoncent un rejet dans le port d'un volume qui n'est pas précisé, et dont les caractéristiques écotoxiques n'ont pas été évaluées.

Ces remarques sont à replacer dans le contexte d'une référence faite dans la « note complémentaire de réponse aux services techniques », citant à deux reprises (page 4 en réponse aux services instructeurs, et page 11 en réponse à l'Ifremer) une publication Ifremer (Alzieu, 2003). Cette référence n'est pas précisée, mais il doit sans doute s'agir de l'ouvrage, coordonné par C. Alzieu « *Bioévaluation de la qualité environnementale des sédiments portuaires et des zones d'immersion* ». La remarque citée à deux reprises dans la note complémentaire est la suivante « *cependant, il a été montré scientifiquement que la désorption des contaminants n'intervenait qu'à des échelles de temps incompatibles avec la durée de vie du panache* ». Elle correspond bien à ce qui est décrit dans l'ouvrage cité, mais n'en présente qu'une vision partielle : en effet, ce commentaire ne traite que de la désorption des contaminants préalablement adsorbés, mais aucunement des eaux interstitielles (cf. page 195 d'Alzieu 2003 : « *Ces résultats permettent de conclure que la libération de la fraction associée aux eaux interstitielles est le seul processus qui pourrait être à l'origine d'un apport important de cadmium ou d'autres métaux dissous...* »).

Il s'agit bien là de la justification scientifique des tests toxicologiques tels que définies par les lignes directrices OSPAR (cf. page 23 de l'annexe page 135 de l'ouvrage Alzieu 2003) qui précisent que ces tests « *peuvent être effectués sur de l'eau interstitielle, sur un éluât, ou sur le sédiment entier* ».

Il conviendrait donc que le projet confirme clairement la réponse apportée à l'Ifremer en page 11 de la note aux services (« *il n'est pas envisagé de rejet au bassin portuaire* », ou alors qu'il corrige cette annonce. Dans le cas de rejets envisagés dans le port (situation du logigramme de la planche 2 du résumé non technique), il faudrait qu'une évaluation des volumes en soit présentée. Ce type de rejet pouvant être pressenti comme toxique, il conviendrait que pour des volumes significatifs une évaluation écotoxique soit réalisée, et qu'un dispositif de récupération et d'épuration soit mis en place avant le rejet dans le port (cf. dragage du port du Moros à Concarneau).

En conclusion, en regrettant encore les ambiguïtés qui demeurent dans le dossier sur la gestion des sédiments et des eaux potentiellement rejetées sur site nous renouvelons notre **Avis favorable** au projet, sous réserve que soit bien précisé l'aspect concernant la production éventuelle d'eau susceptible d'être rejetée dans le port. En cas de volume significatif, une évaluation écotoxique devrait en être faite, et, si nécessaire, un traitement spécifique avant rejet. Enfin, nous recommandons une attention particulière pour la vérification de l'efficacité des barrages anti MES, tout au long des opérations. Comme indiqué dans notre avis du 7 août 2012 notre analyse ne porte pas sur le process de traitement des sédiments en tant que tel, ni sur l'acceptabilité du dossier en vue d'un stockage à terre.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués.


Directeur du Centre de Méditerranée